





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2018-494**

**Séance publique du**

**9 novembre 2018**

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI  
Maire d'Aix-en-Provence Vice-Président de la  
Métropole Aix-Marseille-Provence Président du  
Conseil de Territoire du Pays d'aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20181109- lmc1144035-DE-1-1
Date de signature : 13/11/2018
Date de réception : mardi 13 novembre 2018
<div><p>Préfecture des Bouches-du-Rhône</p></div> <div><p><b>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</b> - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</p></div> <div><p>Ville d'Aix-en-Provence Service Urbanisme et Climatologie</p></div>

**OBJET : MEDIATION SOCIALE-ASSOCIATION DE MEDIATION ET DE COHESION SOCIALE-  
GROUPE ADDAP 13-CONVENTION D'OBJECTIFS-AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 9 novembre 2018 à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 02/11/2018, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Madame Patricia BORRICAND, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Raoul BOYER, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Eric CHEVALIER, Madame Charlotte DE BUSSCHERE, Monsieur Philippe DE SAINTDO, Madame Sylvaine DI CARO, Madame Michele EINAUDI, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Souad HAMMAL, Madame Muriel HERNANDEZ, Madame Sophie JOISSAINS, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Liliane PIERRON, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Liliane PIERRON, Madame Abbassia BACHI à Monsieur Maurice CHAZEAU, Monsieur Jean BOULHOL à Eric CHEVALIER, Madame Noëlle CICCOLINI-JOUFFRET à Madame Michele EINAUDI, Monsieur Gérard DELOCHE à Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Brigitte DEVESEA à Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Sylvain DIJON à Madame Charlotte BENON, Monsieur Laurent DILLINGER à Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Gilles DONATINI à Madame Reine MERGER, Monsieur Alexandre GALLESE à Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Claude MAINA à Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI à Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Christian ROLANDO à Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Catherine ROUVIER à Monsieur Raoul BOYER, Madame Josyane SOLARI à Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Michael ZAZOUN à Madame Sophie JOISSAINS, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL à Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE.

**Excusés sans pouvoir :**

Monsieur Jacques AGOPIAN, Madame Coralie JAUSSAUD.

Secrétaire : Karima ZERKANI-RAYNAL

Madame Maryse JOISSAINS MASINI donne lecture du rapport ci-joint.





Direction Générale des Services  
Direction Citoyenneté et Proximité

**Nomenclature : 8.5**  
Politique de la ville-habitat-logement

RAPPORT POUR  
LE **CONSEIL MUNICIPAL**  
DU 9 NOVEMBRE 2018

-----

**RAPPORTEUR** : Madame Maryse JOISSAINS MASINI  
**CO-RAPPORTEUR(S)** : M. DIJON Sylvain

**Politique Publique : 11-RENFORCEMENT DE LA PROXIMITE ET POLITIQUE DE LA VILLE**

**OBJET** : MEDIATION SOCIALE-ASSOCIATION DE MEDIATION ET DE COHESION SOCIALE-GROUPE ADDAP 13-CONVENTION D'OBJECTIFS-AUTORISATION DE SIGNATURE- Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

Depuis maintenant plusieurs années, la Ville d'Aix en Provence s'est engagée dans une politique de coordination des acteurs de prévention de la délinquance et de sécurité.

Par l'installation de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en 2010, elle a amorcé un partenariat opérationnel avec les différentes institutions compétentes en la matière.

La signature de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) le 10 octobre 2014 a permis de concrétiser ce partenariat par un document cadre ciblant des actions opérationnelles et structurantes à développer sur le territoire. Lors du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance réuni en séance le 3 décembre 2015, les partenaires ont confirmé leur implication et leur attachement à cette politique de coopération et de coordination en validant la prorogation de cette stratégie territoriale jusqu'en 2017 et en maintenant ses 4 thématiques prioritaires.

Il s'agit d'articuler un dispositif de médiation soutenu par le Conseil Régional autour des lycées avec un dispositif soutenu par la Ville et ses partenaires de l'État et de l'EPCI sur l'espace public en zones prioritaires et ainsi de créer une équipe mobile de sept personnes permettant d'intervenir en coordination avec les différents partenaires du territoire sur les conflits d'usage sur l'espace public.

## I/ Opportunité d'un projet de médiation sociale et éducative sur la Ville d'Aix en Provence

Parmi les problématiques mises en exergue dans le cadre du CLSPD, la thématique du décrochage scolaire, de l'oisiveté de certains jeunes et des difficultés de tranquillité liées à des rassemblements dans certains quartiers aixois ou aux abords des établissements scolaires est apparue comme prioritaire dans les réponses à apporter. En effet, il s'agissait de répondre de manière pragmatique et opérationnelle en augmentant la présence de professionnels de rue sur des lieux et des horaires adaptés. Aussi, une fiche action relative au soutien collectif d'actions de médiation sociale et éducative dans la rue a vu le jour sous l'impulsion des partenaires du CLSPD.

Il s'agissait de favoriser l'émergence de projets associatifs qui ciblent des lieux et les moments précis de troubles en vue de mener différentes interventions permettant de prévenir les difficultés sur certaines zones et de mieux dialoguer avec l'habitant.

## II/ Missions et modes d'Intervention :

Plusieurs missions intergénérationnelles sont dévolues aux médiateurs sociaux :

- Assurer une veille active des espaces (abords des établissements scolaires, transports, lieux de regroupements...) par des tournées ambulatoires définies en fonction des points névralgiques repérés,
- Aller au-devant des publics et prévenir les dérives délinquantes dues à l'oisiveté,
- Repérer les jeunes les plus en rupture et les orienter vers les structures idoines,
- Intervenir sur les incivilités,
- Observer les dysfonctionnements et faciliter les usages du territoire et les liens intergénérationnels,
- Identifier les situations à risque et informer les partenaires compétents (police, éducateurs, services techniques...),
- Rencontrer et dialoguer avec les usagers,
- Réguler les tensions, les conflits entre personnes, entre groupes.

## III/ Point d'étape et retours d'évaluation :

Un Comité de Pilotage annuel permet de suivre et de réorienter l'action au regard des besoins.

L'ensemble des partenaires du CLSPD sont associés pour donner au projet une cohérence dans les orientations stratégiques car la médiation n'a de sens que si elle est adossée à un travail de réseau. En effet, sa vocation première est de créer du lien social. A ce titre, les agents de médiation ne pourront agir seul, en l'absence de contact avec les acteurs de l'espace public.

L'équipe est repérée sur les différents territoires ciblés et a établi des liens avec les partenaires institutionnels agissant sur le territoire (Police Nationale, Éducateurs, Centres Sociaux...).

Les modalités de communication avec le CLSPD ont été précisées, des fiches de signalements ont vu le jour sur des situations d'urgence nécessitant un traitement immédiat et des notes d'ambiances sont mensuellement transmises au sujet des territoires ciblés :

Aux abords des lycées Zola, Cézanne et Vauvenargues, les médiateurs ont été repérés et identifiés par les équipes enseignantes, les proviseurs ainsi que les élèves avec lesquels ils ont une facilité de contact et d'échange.

Au sein des quartiers en politique de la Ville comme le Jas de Bouffan ou le quartier d'Encagnane, leur travail leur a permis de rentrer en contact avec différents groupes de jeunes, de les orienter selon les problématiques rencontrées vers le droit commun (insertion, animation...) et de rassurer certains habitants qui faisaient face à des situations conflictuelles.

Leur apport permet à court terme d'intervenir directement sur les situations pour les faire cesser mais aussi, à moyen terme, de faire remonter des phénomènes récurrents nécessitant l'intervention institutionnelle, notamment à travers le CLSPD.

La saisine de cette médiation se fait directement par les partenaires institutionnels, par les médiateurs eux même en tournée de rue ou encore par les habitants.

Ainsi, leur action nécessite une grande adaptabilité et réactivité tant sur le plan des horaires qui varient de la journée à la soirée suivant les périodes, que sur leur priorité d'intervention qui privilégient les zones identifiées en cellule de veille du CLSPD et en partenariat avec les acteurs de sécurité et les bailleurs sociaux.

L'action permet de restaurer le lien social face à des situations susceptibles de générer un sentiment d'insécurité sur l'espace public. Ils ont pour mission "l'aller vers" afin d'anticiper les situations pouvant dégénérer sur l'espace public et de rassurer les usagers par leur présence.

De manière parallèle, l'action visait aussi à travailler sur l'insertion des médiateurs recrutés en Contrat d'Avenir parmi les populations des territoires prioritaires de la Ville d'Aix en Provence. Encadrés par un chef de service qualifié et expérimenté, les 6 jeunes personnes disposent de formation en parallèle:

Afin de favoriser la poursuite de cette action de prévention, il vous est proposé d'établir avec l'"Association de Médiation et de Cohésion Sociale/Groupe 13" une convention annuelle d'objectifs couvrant l'année 2018 assortie d'une subvention de 40 000€ pour une année complète.

Cette proposition a été validée le 10 octobre 2018.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** la convention d'objectifs 2018 avec l'Association de Médiation et de Cohésion Sociale/Groupe ADDAP 13 ;
- **AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant à la signer ;
- **ATTRIBUER** à cette association une subvention de 40 000 euros (quarante mille euros) au titre de la continuité de l'action pour l'année 2018 ;
- **DIRE** que cette dépense sera imputée au budget de la Ville sur ligne budgétaire CLSPD 110-6574-921-899 qui présente les disponibilités suffisantes.

Présents et représentés	: 53
Présents	: 36
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 53
Pour	: 53
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité  
le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint délégué,  
Reine MERGER



---

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»

## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

entre

**LA COMMUNE d'AIX EN PROVENCE**

et

**"L'Association de Médiation et de Cohésion Sociale/Groupe ADDAP 13"**

**ANNEE 2018**

Il est établi une convention d'objectifs entre :

**La Commune d'Aix-en-Provence** ci-après désignée

« la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'adjoint délégué, agissant en vertu de la délibération numéro.....du Conseil municipal du.....

d'une part

et

L'association «**de Médiation et de Cohésion Sociale /Groupe ADDAP 13** », dont le siège social est situé dont le siège social est sis Le Nautille, 15 chemin des Jonquilles, 13013 Marseille

Numéro SIRET : 824 244 990 000 19

représentée par son président Monsieur Vincent GOMEZ BONNET en exercice, dûment habilité par décision du Conseil d'Administration.

Ci-après désignée « **l'Association** »

### **PREAMBULE**

Considérant que l'action ci-après proposée par l'association présente un intérêt public local.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la Commune D'Aix en Provence en matière de politique de la Ville et de Prévention de la Délinquance qui se traduisent notamment dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dans lesquels s'inscrit ce projet.

Considérant la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville d'Aix en Provence signée le 10 octobre 2014 et prorogée jusqu'en 2017 lors du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance réunit en séance le 3 décembre 2015.

Considérant que la loi n°2000- 321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une



subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000€ doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'association, ci-après défini, conformes à son objet social.

## **ARTICLE II - MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet social : "avoir pour objet, directement ou indirectement, de faciliter par le biais de la médiation et de la prévention, la cohésion sociale des personnes, ou groupes de personnes, jeunes et/ou en difficulté, dans les Bouches-du-Rhône, et faciliter leur implication citoyenne et leur autonomie."

Conformément à cet objet social, l'association met en œuvre différents projets ou actions à savoir :

- « de la rue au lycée » pour une dynamique de Territoire sur la commune d'Aix en Provence par la Médiation Sociale et Éducative à la Civilité »

Par la présente convention, elle s'engage à réaliser au travers de ces actions les objectifs suivants :

La mise en place d'une Équipe de médiation sociale facilitant la tranquillité publique et la régulation des tensions sociales en orientant les situations vers les services concernés, en étant une courroie de transmission des problématiques recensées sur les sites d'intervention, en favorisant la tranquillité publique et le mieux vivre ensemble.

- Les secteurs d'intervention privilégiés sont :

Encagnane

Le Jas de Bouffan

Les abords des lycées

Les interventions seront réparties comme suit :

De septembre à février : amplitude horaire jusqu'à 18h et 3 samedis sur 4 par rotation d'équipe de 9h à 13h

De mars à Mai : amplitude horaire jusqu'à 20h

Juin – Juillet – Aout : amplitude horaire jusqu'à 23h

## **ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

### **1- Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois de Novembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Ville.

### **2- Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Ø Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Ø Le rapport d'activité
- Ø Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

- d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé, d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet
- Ø De plus, en cas de subvention d'investissement, la production des factures et des notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### **3 - Assurances**

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

#### **4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Ville**

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Ville et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Ville,

Aucune autre subvention ne sera versée par la Ville pour les coûts relatifs à cette communication.

#### **5 - Autres engagements**

L'Association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.

- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

Communiquer à la Ville les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.

Informar, par lettre recommandée avec accusé de réception, la ville de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.

- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

#### **ARTICLE IV- MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE**

La Ville s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

### **a) Détermination du montant de la subvention**

Le montant annuel de ce concours financier est fixé à 40 000€ au titre de subvention de fonctionnement.

### **b) Modalités de versement**

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association en une seule fois suivant les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

## **ARTICLE V- EVALUATION**

### **Contrôle qualitatif et quantitatif**

L'association s'engage à fournir annuellement un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action auquel à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et l'impact de l'action au regard de l'intérêt local conformément à l'[article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Ville pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2018.

## **ARTICLE VII - AVENANT**

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement,

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant

moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

## **ARTICLE VIII – SANCTIONS ET**

### **RESILIATION 1 - Reversements et /ou**

#### **indemnités**

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **2 – Résiliation de la convention.**

La convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention

## **ARTICLE IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association  
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,  
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI  
Ou par délégation l'élu délégué

**Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :**

Action « **De la rue aux lycées Aix** » pour une dynamique de territoire sur la commune d'Aix-en-Provence par une intervention polyvalente de médiation sociale et éducative en zone QPV et aux abords de lycées. Elle s'est appuyée sur une action de présence sociale et éducative : observation, prise de contact, écoute du public pour se faire repérer, informer, orienter et agir sur les situations problématiques. Démarche qui a donné lieu à la production de transmission d'informations dans une fonction d'alerte et de constats partagés, contribuant à la mise en œuvre de réponses concertées. Développement et maintien d'un réseau partenarial, afin d'inscrire notre fonction de relais social et de repérage des situations problématiques dans le cadre d'une cohérence territoriale, dans un objectif de tranquillité publique et de cohésion sociale.

Veille sociale, technique et éducative sur les quartier et écoute des habitants dans le cadre de leur quotidien et d'évènements spécifiques permettant d'organiser une attention de l'équipe sur les comportements problématiques pour un repérage des personnes impliquées, afin de cibler leur intervention notamment en matière de sensibilisation et d'amélioration de la situation. Présence et contact avec les habitants et acteurs du quartier contribuant notamment à avoir des éléments de compréhension et de relayer leurs attentes et besoins.

Aux niveaux des lycées les médiateurs ont créé des relations de confiance avec des élèves repérés pour leurs comportements problématiques, leur permettant d'intervenir dans une démarche éducative (information, orientation, sensibilisation à un changement de comportement, atténuation des tensions). Le réseau jeune, construit grâce à leur démarche régulière "d'aller vers," a permis à des élèves d'exprimer des demandes et d'être écouté dans leurs difficultés tout en contribuant au maintien ou l'amélioration de l'ambiance. Des actions ont soutenus cette démarche (petits-déj thématiques, stands prévention santé).

Accompagnement des médiateurs dans leur parcours de formation.

**Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de public) ?**

**Action QPV :**

1573 personnes ont été en contact des médiateurs répartis comme suit :

445 jeunes âgés de 16 à 18 ans dont des lycéens ;

402 adolescents de moins de 16 ans ;

493 jeunes de 18-25 ans ;

92 de 25 à 30 ans ;

99 de 31 à 60 ans ;

42 de plus de 60 ans.

**Action Lycées :**

1338 situations de médiation (information, orientation, gestion conflit, prévention conduites à risque) et 16 suivis éducatifs.

2957 contacts (1209 filles, 1748 garçons).



Informations : forum jobs saisonniers et étudiants, actions culturelles, de loisirs ou de prévention organisées sur la ville.

Orientations : CPE, infirmière, Assistante sociale, PAEJ, Tremplin2Prév, éducateurs de prévention Groupe ADDAP13, Mission Locale, BIJ, ...

Tous les médiateurs en poste ont intégré une formation de Moniteur Educateur et se sont engagés sérieusement dans leur parcours de formation tout autant que sur le terrain. Une médiatrice s'est qualifiée au DEME et a de suite trouvé un emploi dans ce secteur suite à son contrat. Cependant a noté une situation de non renouvellement de contrat du fait d'une situation personnelle problématique non compatible avec le poste de médiation.

**Quels ont été les dates et lieux de réalisation de votre action ?**

Action QPV :

Du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

- Intervention sur les quartiers Jas de Bouffan et Encagnane jusqu'à 18h de septembre à février, jusqu'à 20h de mars à mai et 23h de juin jusqu'à fin août.

- Les mercredis après-midi et les vacances scolaires sont des temps privilégiés de présence sur les quartiers, ainsi que 3 samedis matin par mois de Septembre à mai.

Action Lycées :

Du 1er Novembre 2016 au 31 octobre 2017.

Lycées Paul Cézanne, Emile Zola et Vauvenargues de la commune d'Aix-en-Provence : aux abords directs et périphériques des lycées (parvis des établissements ; parking, rues, places, porches habitations et abords des commerces adjacents ; routes, passages piéton, arrêts de bus).

Régularité des horaires avec réajustement en fonction des besoins, du lundi au vendredi pendant les temps d'entrée, de sortie et de pause interours et méridienne.

**Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?**

Nous avons atteint nos objectifs et ce malgré les différents changements qu'a connus l'équipe (fin de contrats et difficulté de recrutement de renouvellement en contrat aidé). De fait les chiffres sont légèrement en baisse. Cependant l'expérience des médiateurs en place, dont la posture s'est par ailleurs étoffée, a permis de maintenir un niveau d'intervention satisfaisant en lien avec les besoins de terrain, en s'appuyant notamment sur leur reconnaissance par les habitants.

La répartition par type de public s'est également accentuée au niveau des 13-25 ans, l'activité s'étant adaptée aux besoins en matière d'occupation de l'espace public, au niveau préventif concernant la question de la tranquillité publique et les conduites à risques se jouant sur le territoire (constats et alertes).

Les compétences de l'équipe s'étant affinées en matière de mise en place d'actions collectives de médiation et le partenariat s'étant renforcé au niveau de sa formalisation, ils ont posé les bases d'un

travail d'amélioration de l'occupation de l'espace public et d'une sensibilisation au mieux « vivre ensemble ».

Concernant les abords des lycées une présence régulière des médiateurs aux a été également organisée afin d'assurer une veille sociale et éducative. Nous avons réussi à favoriser et maintenir la tranquillité publique aux abords des établissements et ce qui a pu impacter sur la diminution des tensions à l'intérieur dans certains cas. Des interventions de médiation individuelles et collectives ont été mises en place afin de prévenir le décrochage scolaire et les conduites à risque tout en contribuant à favoriser les comportements de civilité des lycéens.

Nous avons aussi renforcé notre investissement pour favoriser la professionnalisation des médiateurs.

### **Informations Complémentaires en lien avec l'intervention de terrain :**

➤ Le lien des médiateurs ZUS Jas et Encagnane avec la médiation lycée en contrat d'apprentissage AMCS Groupe ADDAP13 Lycées ainsi qu'avec les équipes éducatives de prévention spécialisée Groupe ADDAP13 favorise le maintien et une continuité de l'intervention socio-éducative auprès des lycéens habitants de ces quartiers, tout en permettant d'adapter l'intervention aux abords des lycées et sur les 2 quartiers en fonction d'évènements particuliers.

L'investissement des éducateurs de prévention spécialisée du Groupe ADDAP13, tuteurs des médiateurs, a fortement soutenu l'engagement et le bon déroulement de leur formation.

➤ Veille sociale organisée en partie en fonction des repérages de l'équipe ou d'alertes notamment en lien avec des faits marquants :

- Mort tragique d'un jeune du quartier de la ZUP tué par un jeune du Jas : évaluation des répercussions sur l'ambiance des quartiers, écoute et présence bienveillante des habitants sur leur lieu de vie. Vigilance sur les répercussions éventuelles en termes de tensions.

- Intervention de médiation sur les situations d'utilisations inappropriées voire problématiques (détériorations, intrusion, nuisances, sentiment d'insécurité...) et dangereuses (fusillades, tirs, incendies urbains poubelles, voitures, encombrants ...) de lieux spécifiques :

Jardins de la Maréchale, jardins partagés, parcs pour enfants, écoles J. Payot et J. d'Arbaud, IUT, occupations d'entrées de blocs d'immeubles, passage entre l'école J. d'Arbaud et la mairie annexe aux abords des habitations et du centre commercial du Valcros, chantier de l'école J. Giono, fermeture de la mosquée sur Encagnane, ...

- Rencontre gardiens et associations locataires en lien avec alertes bailleurs ponctuelles.

➤ Mise en lien habitants / acteurs de proximité :

- Informations et orientations du public vers les actions et manifestations de proximité : temps périscolaires APM/Prodass, forum job d'été CIF, Nutri-Sport, journée du sport Prodass, Animations de proximité Sport'truck, manifestation ATMF « Culture Urbaine », projet « l'art et vous » porté par le Centre social La Provence, programme d'actions des associations de proximité (centres sociaux, maison de quartier, ATMF, Jabir, ...), fêtes de quartier ...



- Liens avec le coordonnateur de l'association ELF afin de soutenir notre intervention sur les situations d'occupations problématiques (consommation d'alcool, déchets, bruit, dispute) de plusieurs endroits de l'espace public du quartier de la ZUP (crèche, place ligoures) par des adultes en situation d'errance et de précarité.

- Dans le cadre du soutien du projet de rénovation des quartiers les médiateurs ont fait remonter les besoins et inquiétudes des habitants, ont orienté vers les différents supports d'information et de participation et ont orienté vers les agents de proximité, notamment concernant le projet BHNS.

- Mise en œuvre d'actions supports de médiation : tournois de foot vacances de la Toussaint, stands info ML stade de la Maréchale, Goûters partages avec les familles ... dans une logique de complémentarité et d'orientation vers le droit commun ainsi que d'une démarche de prévention éducative.

➤ Points de vigilance :

- Présence sur les quartiers organisée pour prévenir les conduites à risques liées aux festivités de la St Sylvestre et de la fête de la musique, 14 juillet.

- Mise en lien avec les éducateurs de prévention et autres acteurs sociaux dans les situations repérées de ruptures sociales (scolarité, formation, emploi, famille, administrative) et de conduites à risques : CIF, ML, Médiance13, CCAS, associations caritatives, équipe Tremplin 2'Prév Addiction Méditerranée, Unis Cité ...

- Alerte de Kéolis sur les incidents de caillassage de bus avec un travail de repérage, d'approche et de mises en lien de prévention.

- Intervention situationnelle en lien avec les phénomènes de rodéos en scooters et motos pour tenter de les aborder à des moments opportuns pour les sensibiliser et les mettre en garde sur les risques encourus.